

TRAVAUX DE LA CHAIRE ARCHITECTURE INTERNATIONALE
DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Aperçu statistique et littérature empirique sur les investissements directs à l'étranger dans les pays en développement

ÉDOUARD MIEN

 ÉDOUARD MIEN, Chargé de recherche à la Ferdi.

Résumé

Cette note a pour objectif de fournir un aperçu des connaissances sur la question des Investissements Directs Étrangers (IDE) vers les pays en développement. Pour cela, elle présente dans un premier temps les tendances récentes de flux d'IDE dans le monde, en identifiant les principales régions d'accueil des IDE ainsi que les facteurs favorisant l'attraction des IDE. Ensuite, elle propose un bref résumé de la littérature empirique sur l'impact économique des flux d'IDE pour les pays récipiendaires. Enfin, elle présente les évolutions récentes de politiques économiques mises en place dans les pays en développement visant à attirer les IDE.

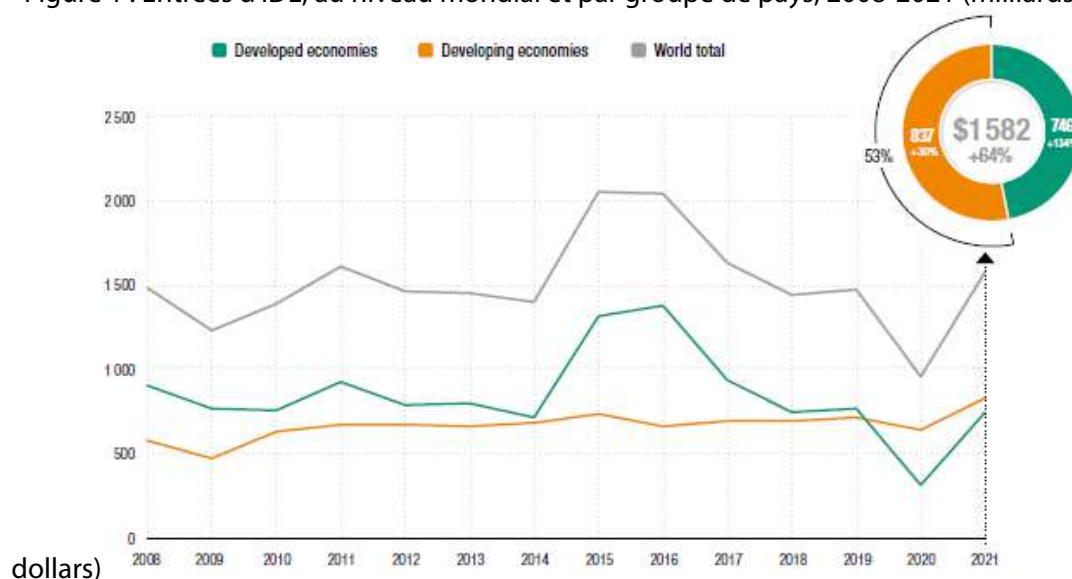
Déterminants et caractéristiques des investissements directs à l'étranger

Tendances récentes des IDE dans le monde

En 2021, les flux mondiaux d'investissements directs à l'étranger (IDE) étaient estimés à 1580 milliards de dollars (CNUCED, 2022b), dont 53 % étaient orientés vers les pays à revenu faible ou intermédiaire. La figure 1 ci-dessous présente les tendances récentes des flux d'IDE entre les économies développées et les économies en développement. Trois observations principales peuvent être tirées de ce graphique :

- (i) Les flux d'IDE vers les pays en développement n'ont cessé d'augmenter, mais à un rythme très faible, au cours de la dernière décennie, pour atteindre 837 milliards de dollars en 2021.
- (ii) Sur la période, les flux d'IDE vers les économies développées ont toujours dominé les flux d'IDE vers les pays en développement, avec un renversement en 2020 lors de la crise Covid et de la chute des flux d'IDE qui s'est ensuivie. Cependant, la reprise post-crise suggère que les flux d'IDE vers les pays développés pourraient redevenir majoritaires en 2022.
- (iii) Les flux entrants d'IDE sont beaucoup plus volatiles dans les économies en développement que dans les économies développées.

Figure 1 : Entrées d'IDE, au niveau mondial et par groupe de pays, 2008-2021 (milliards de

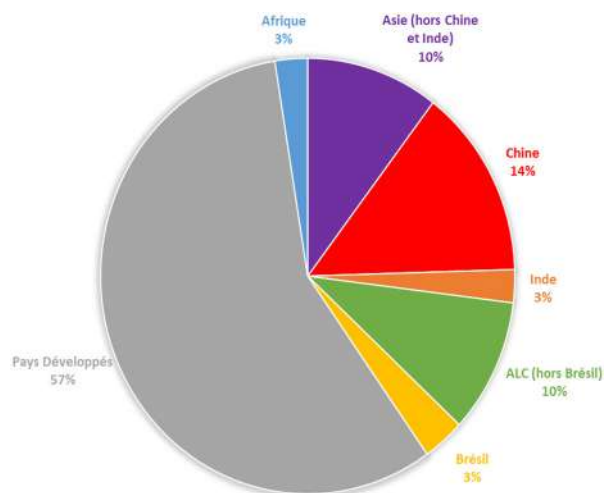


Source : CNUCED (2022b) : CNUCED (2022b)

Toutefois, ces chiffres masquent une importante hétérogénéité, tant en valeur qu'en tendances, entre les pays d'un même groupe. La figure 2 révèle qu'avant la crise de Covid, la Chine représentait à elle seule 14 % des flux mondiaux d'IDE, soit 33 % des flux vers les économies émergentes et en développement, représentant un peu plus que le reste de l'Asie ou que la région Amérique latine et Caraïbes. À l'inverse, l'Afrique ne recevait que 3 % des flux mondiaux d'IDE avant 2019, soit à peu près autant que l'Inde. En outre, comme le montre la figure 3, après une augmentation globale des flux d'IDE dans presque toutes les régions au cours des années 2000, la décennie 2010 a été marquée

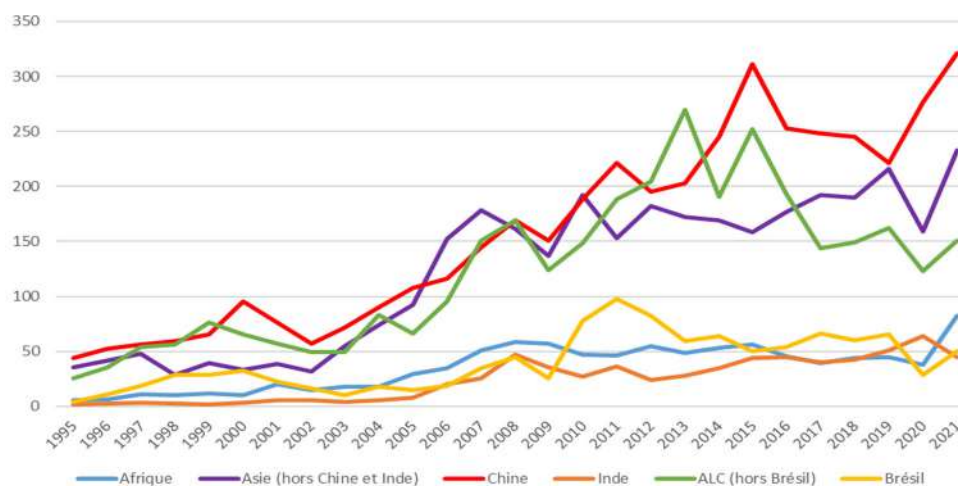
par une forte divergence entre les régions : tendance à la hausse des flux d'IDE en Asie (y compris en Chine et en Inde), stagnation en Afrique et déclin en Amérique latine et Caraïbes (ALC).

Figure 2 : Flux d'IDE entrants par région (moyenne 2015-2019)



Source : CNUCED

Figure 3 : Flux d'IDE entrants par région dans le temps (milliards de dollars)



Source : CNUCED

Le rapport de la CNUCED (2022b) fournit des informations régionales encore plus détaillées pour la période post-Covid :

- ❖ *Afrique* : Les flux d'IDE ont légèrement augmenté entre 2020 et 2021 dans toutes les régions, sauf en Afrique du Sud, où les flux ont atteint une valeur record de 42 milliards de dollars en 2021 (contre 4 milliards de dollars en 2020). Cette hausse ne s'explique cependant que par une seule transaction (un échange d'actions de 46 milliards de dollars entre la multinationale sud-africaine Naspers et sa holding néerlandaise, Prosus). En raison de cette transaction, les IDE vers les pays africains sont passés de moins de 3 % des flux mondiaux avant 2019 à 5,2 % en 2021. L'augmentation des flux d'IDE vers le reste

du continent est essentiellement attribuable au développement de projets d'hydrocarbures (notamment au Nigéria et en Afrique centrale) (CNUCED, 2022a).

- ❖ *Asie* : Les flux d'IDE ont augmenté dans toutes les régions, à l'exception de l'Asie du Sud. Ces flux restent toutefois très concentrés : 6 pays représentent toujours plus de 80 % des IDE reçus (Chine, Hong Kong, Singapour, Inde, Émirats Arabes Unis et Indonésie).
- ❖ *Amérique latine et Caraïbes* : les IDE ont augmenté dans tous les domaines, mais principalement autour de quelques industries cibles (construction automobile, services financiers et d'assurance, fourniture d'électricité). Après le Brésil, qui représente en 2021 25 % de tous les flux d'IDE vers les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, les trois principaux pays receveurs d'IDE sont les îles Vierges britanniques (20 %), le Mexique (16 %) et les îles Caïmans (13 %).

Quels sont les déterminants de l'IDE ?

Depuis les travaux fondateurs de Lucas (1990 ; 1993), la littérature économique a identifié un grand nombre de facteurs favorisant l'attraction des IDE. Parmi les principaux, on peut notamment citer :

- ❖ *La qualité des institutions et le climat des affaires* (Okey, 2011 ; Buchanan et al., 2012 ; Lim, 2015 ; Peres et al., 2018 ; Sabir et al., 2019). Il est intéressant de noter que Buchanan et al. observent qu'un environnement institutionnel sain contribue non seulement à la hausse des flux d'IDE entrants, mais réduit également la volatilité de ces flux. En raison de l'importance accordée à la réduction de la procyclicité des flux de capitaux, l'amélioration de la qualité des institutions et du climat des affaires apparaît donc primordiale pour les économies en développement.
- ❖ *L'ouverture commerciale* (Buchanan et al., 2012 ; Aghion et al., 2016 ; Teixeira et al., 2017 ; Sadeghi et al., 2020)
- ❖ *Les infrastructures physiques* telles que les infrastructures de transport (routes, ports...), le réseau d'électricité, les infrastructures de communications (téléphone, internet...) (Peres et al., 2018 ; Sabir et al., 2019)
- ❖ *Le capital humain* (Masron et Abdullah, 2010 ; Teixeira et al., 2017 ; Sadeghi et al., 2020)
- ❖ *La stabilité du taux de change* (Bénassy-Quéré et al., 2001 ; Kiyota et Urata, 2004)

Dans l'ensemble, la littérature appelle à une coordination entre les secteurs public et privé, en particulier dans les pays en développement où l'ouverture commerciale tend à être réduite et où les infrastructures physiques ou financières font souvent défaut. Il est également à souligner que Buchanan et al. (2012) concluent à un impact positif de l'investissement privé national sur l'IDE, suggérant un effet d'entraînement possible entre l'investissement privé national et l'investissement étranger.

Les flux d'IDE favorisent-ils le développement économique ?

Arguments théoriques

Il a souvent été affirmé que les flux entrants d'IDE tendent à encourager la croissance du PIB et de la productivité dans les pays récipiendaires. Cet effet peut se matérialiser via plusieurs canaux :

- ❖ *Accumulation de facteurs de production*
 - Les entrées d'IDE contribuent à l'accumulation du stock de capital, en particulier dans les pays en développement où l'investissement domestique est faible et le capital est rare (Thompson, 2008 ; Makiela et Ouattara, 2018).
 - De manière plus anecdotique, les entrées d'IDE peuvent également augmenter la demande de travailleurs et contribuer à l'accumulation de main-d'œuvre (qualifiée).

- ❖ *L'innovation*
 - Les entrées d'IDE permettent l'introduction de nouvelles technologies. Plus le fossé technologique entre le pays et le reste du monde est grand, plus cet effet est susceptible d'être important (Aghion et al., 2016).
 - De même, les IDE peuvent permettre l'introduction de nouvelles méthodes de gestion, de pratiques de travail, de processus de production, de formation de la main-d'œuvre... (De Mello, 1997).

- ❖ *Autres effets positifs du développement des entreprises multinationales) sur d'autres entreprises nationales (externalités).*
 - *Capacité d'exportation* : les entreprises multinationales sont plus susceptibles d'être orientées vers les marchés extérieurs, car elles disposent souvent déjà de réseaux de distribution ou d'informations concernant les préférences des consommateurs étrangers. Les entreprises domestiques souhaitant se tourner vers les marchés internationaux peuvent dès lors réduire les coûts et risques associés en collaborant avec ou en imitant les entreprises multinationales.
 - *Concurrence* : en augmentant la pression concurrentielle sur les marchés nationaux, les multinationales incitent les entreprises domestiques à accroître leur productivité.
 - *Liens en amont* : en augmentant la demande d'intrants locaux, les entreprises multinationales peuvent accroître le marché local pour les fournisseurs nationaux.
 - *Liens en aval* : si les entreprises multinationales sont plus productives que les entreprises nationales, elles peuvent fournir aux entreprises locales des intrants aux à des prix inférieurs (ou à une meilleure qualité).

Toutefois, il a également été avancé que les entrées d'IDE pouvaient avoir des conséquences négatives inattendues. Ainsi, les investissements étrangers peuvent évincer les investissements nationaux (publics et privés), conduisant à un impact général indéterminé sur l'accumulation de capital domestique (Morrissey et Udomkerdmongkol, 2012). En outre, en augmentant la concurrence sur les marchés domestiques, les entreprises multinationales peuvent entraîner l'éviction d'entreprises nationales et empêcher de tirer parti des économies d'échelle (Aitken et Harrison, 1999). Enfin, les IDE peuvent bénéficier aux entreprises ou aux secteurs récipiendaires, mais générer des externalités négatives pour les entreprises non-réceptives opérant dans le même secteur ou pour les entreprises des autres secteurs (Aitken et Harrison, 1999).

Preuve empirique de l'impact global

Sur la base de cette discussion théorique, plusieurs chercheurs ont étudié l'impact des entrées d'IDE sur différentes variables macroéconomiques. La plupart de ces travaux se concentrent sur la croissance économique, ce qui inclut à la fois l'impact direct des IDE sur les entreprises/secteurs les recevant et l'effet indirect des externalités positives ou négatives sur les autres entreprises/secteurs.

Dans l'ensemble, les études transversales soutiennent largement que les IDE tendent à stimuler la productivité, à augmenter la croissance économique et/ou à contribuer à la réduction de la pauvreté dans les pays bénéficiaires (voir par exemple Hansen et Rand, 2006 ; Contessi et Weinberger, 2009 ; ou Demena et van Bergeijk, 2017 pour des revues de la littérature et des méta-analyses).

En revanche, les études de cas conduisent souvent à des résultats plus mitigés (Carkovic et Levine, 2005). Par exemple, Aitken et Harrison (1999) observent pour le Venezuela que l'augmentation de la participation étrangère dans les entreprises nationales accroît leur productivité mais a un impact négatif sur les autres entreprises nationales du même secteur, conduisant à un effet général non significatif sur la croissance économique. Chakraborty et Basu (2002) ne trouvent aucune preuve que les IDE encouragent la croissance en Inde, mais plutôt que la croissance économique attire les IDE. Enfin, Belloumi (2014) trouve un impact fortement positif de l'investissement domestique sur la croissance en Tunisie, mais pas de l'investissement étranger. Dans l'ensemble, ces études suggèrent une grande hétérogénéité entre les pays en ce qui concerne l'impact des IDE sur les performances économiques.

Quels sont les déterminants de l'efficacité des IDE ?

Pour expliquer pourquoi les preuves empiriques de l'impact de l'IDE sur la croissance sont mitigées, certaines études ont examiné les conditions pré-requises pour que les effets positifs des IDE se matérialisent. Plusieurs conditions et hypothèses ont été proposées :

- ❖ *Le revenu initial* : Les IDE n'ont un impact positif sur la croissance que si le niveau initial de revenu par habitant est suffisamment élevé, afin d'éviter une éventuelle "trappe à pauvreté" (Blomstrom et al., 1994).
- ❖ *Les politiques commerciales* : Les IDE favorisent la croissance dans les pays suivant une stratégie de promotion des exportations, mais pas dans ceux ayant adopté une stratégie de substitution aux importations (Balasubramanyam et al., 1996).
- ❖ *Le capital humain* : Les IDE ne permettent les transferts de technologie et l'innovation que si le niveau initial de capital humain dans l'économie d'accueil est suffisamment élevé pour absorber les nouvelles technologies (Borensztein et al., 1998 ; Li et Tanna, 2019).
- ❖ *Le développement financier* : Si les marchés financiers locaux sont suffisamment développés, il est plus facile pour les entrepreneurs de créer leur propre entreprise, et le nombre d'entreprises consommant ou produisant des intrants intermédiaires est par conséquent plus élevé. Ainsi, le potentiel des IDE à créer des liens en amont et en aval dépend du développement des marchés financiers domestiques (Alfaro et al., 2004 et 2010).

- ❖ *La qualité des institutions et le climat des affaires* : Un bon environnement institutionnel réduit le risque auquel sont confrontées les entreprises étrangères et nationales, et est donc nécessaire pour bénéficier pleinement des retombées des IDE (Li et Tanna, 2019).

Quels sont les secteurs les plus susceptibles de bénéficier des IDE ?

Comme mentionné ci-dessus, deux des canaux clés par lesquels les IDE sont censés contribuer à la croissance économique sont l'accumulation de capital et le transfert de technologies. Il est donc probable que les IDE bénéficieront particulièrement aux secteurs intensifs en capital ou pouvant tirer parti du progrès technologique. Cela est notamment le cas pour les industries manufacturières, les industries extractives ou les activités liées aux technologies de l'information et de la communication (incluant d'ailleurs certaines activités de services).

Plusieurs études empiriques se sont donc penchées sur l'impact sectoriel des IDE¹. En règle générale, cette littérature met en évidence une grande hétérogénéité de cet impact entre les régions. Par exemple, Wang (2009) constate un impact positif et fortement significatif des IDE dans le secteur manufacturier sur la croissance économique dans les pays asiatiques en développement, mais aucun impact significatif pour les secteurs agricole, de la construction ou des services. De même, Chakraborty et Nunnemkamp (2008) concluent dans le cas de l'Inde que les IDE ont un impact positif sur la production dans le secteur manufacturier, mais pas dans l'agriculture ou dans les services. Au contraire, Gui-Diby et Renard (2015) ne trouvent pas de preuve que les IDE profiterait davantage au secteur manufacturier qu'au reste de l'économie dans les pays africains, ce qui pourrait s'expliquer par le niveau initial plus faible du secteur manufacturier et par la faible capacité d'absorption des industries manufacturières africaines.

Recommandations et politique

Dans l'ensemble, cette littérature suggère que les pays en développement peuvent désirer attirer les capitaux privés étrangers afin d'augmenter la productivité globale, de stimuler la croissance économique et de réduire la pauvreté. Cela est conforme à l'observation selon laquelle, au cours des dernières décennies, de nombreux pays en développement ont essayé d'attirer les investissements étrangers. En effet, selon la CNUCED (2022b), plus de 80 % des mesures non neutres liées au cadre d'investissement adoptées par les pays en développement entre 2011 et 2021 visaient à attirer ou à faciliter les investissements, tandis que moins de 20 % renforçaient les contraintes pour les investisseurs. Ce pourcentage est à peu près le même entre les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement hors PMA, mais atteint 94 % pour les PMA d'Asie et même 100 % pour les PMA insulaires. Ces réformes ont notamment visé à ouvrir de nouveaux secteurs et champs d'activité aux IDE, à accroître les garanties de protection ou les mécanismes de soutien à l'investissement, ou encore à introduire des incitations à l'investissement. Les PMA asiatiques ont notamment ouvert de nouveaux secteurs aux IDE, tandis que les PMA africains ont introduit des incitations à l'investissement (CNUCED, 2022b). Ces chiffres sont également confirmés par l'indice de restriction des IDE (données de l'OCDE), qui est passé de 0,127 à 0,064 entre 1997 et 2018 dans les pays de l'OCDE et de 0,367 à 0,128 dans les pays non membres de l'OCDE (malgré une augmentation modérée durant la pandémie)². Entre autres exemples, on peut également citer l'initiative "Compact

¹ Toutefois, en raison de l'absence de données sur les flux sectoriels d'IDE dans les économies en développement et émergentes dans les bases de données traditionnelles (CNUCED, FMI et WDI), ces analyses sont beaucoup moins fréquentes que celles qui étudient l'impact des IDE sur la croissance économique générales et doivent être interprétées avec prudence.

² L'indice de restriction des IDE mesure les restrictions légales à l'investissement direct étranger dans 22 secteurs économiques. Il évalue le caractère restrictif des règles d'un pays en matière d'IDE en examinant les quatre principaux types de restrictions : 1) limitations des participations étrangères ; 2) mécanismes de sélection ou d'approbation discriminatoires ; 3) restrictions à l'emploi d'étrangers en

with Africa" du G20. Il s'agit d'une initiative débutée en 2017 réunissant 12 pays africains³, des organisations internationales et des partenaires bilatéraux et visant à accroître l'investissement privé dans les pays participants via l'amélioration de l'environnement macroéconomique, commercial et financier (SFI, 2022).

Toutefois, les travaux antérieurs soulignent également l'importance de prendre en considération l'environnement mondial, non seulement pour attirer les investissements, mais également pour bénéficier pleinement de ses effets positifs. Schématiquement, on peut distinguer ces recommandations en trois catégories (CNUCED, 2022b) :

- ❖ Celles visant à l'amélioration et la modernisation du cadre d'investissement et du climat des affaires (protection des droits de propriété, réforme fiscale, simplification des procédures administratives, etc.)
- ❖ Celles liées au développement de la capacité d'absorption nationale (infrastructures physiques, capital humain, institutions facilitant le transfert de connaissances, etc.)
- ❖ Celles visant le développement des capacités de production locales et des chaînes de valeur afin d'encourager les liens en amont (investissements publics dans les infrastructures locales et/ou développement des chaînes de valeur locales, renforcement du système financier, création de zones économiques spéciales et intégration des ZES dans les marchés locaux...).

Bibliographie

Aghion, P. *et al.* (2016) 'When Does Domestic Savings Matter for Economic Growth?', *IMF Economic Review*, (64), pp. 381-407.

Aitken, B.J. et Harrison, A.E. (1999) 'Do Domestic Firms Benefit from Direct Foreign Investment? Evidence from Venezuela', *American Economic Review*, 89(3), pp. 605-618.

Alfaro, L. *et al.* (2004) 'FDI and economic growth: the role of local financial markets', *Journal of International Economics*, 64(1), pp. 89-112.

Alfaro, L. *et al.* (2010) 'Does foreign direct investment promote growth? Exploring the role of financial markets on linkages', *Journal of Development Economics*, (91), pp. 242-256.

Balasubramanyam, V.N., Salisu, M. et Sapsford, D. (1996) 'Foreign Direct Investment and Growth in EP and is Countries', *The Economic Journal*, 106(434), pp. 92-105.

Belloumi, M. (2014) 'The relationship between trade, FDI and economic growth in Tunisia: An application of the autoregressive distributed lag model', *Economic Systems*, 38(2), pp. 269-287.

Bénassy-Quéré, A., Fontagné, L. et Lahrèche-Révil, A. (2001) 'Exchange-Rate Strategies in the Competition for Attracting Foreign Direct Investment', *Journal of the Japanese and International Economies*, 15(2), pp. 178-198.

Blomstrom, M., Lipsey, R. et Zejan, M. (1994) "What Explains Developing Country Growth?", *NBER*

tant que personnel clé ; et 4) le score est estimé sur une échelle allant de 0 (ouvert) à 1 (fermé).

(<https://www.oecd.org/investment/fdiindex.htm>)

³ Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Égypte, Éthiopie, Ghana, Guinée, Maroc, Rwanda, Sénégal, Togo et Tunisie.

Working Paper, (4132).

Borensztein, E., De Gregorio, J. et Lee, J.-W. (1998) "How does foreign direct investment affect economic growth?", *Journal of International Economics*, 45(1), pp. 115-135.

Buchanan, B.G., Le, Q.V. et Rishi, M. (2012) 'Foreign direct investment and institutional quality: Some empirical evidence', *International Review of Financial Analysis*, 21, pp. 81-89.

Carkovic, M. et Levine, R. (2005) 'Does Foreign Direct Investment Accelerate Economic Growth?', in Moran, T., Blomstrom, M., et Graham, E., *The Impact of Foreign Direct Investment on Development: New Measurements, New Outcomes, New Policy Approaches*.

Chakraborty, C. et Basu, P. (2002) 'Foreign direct investment and growth in India: a cointegration approach', *Applied Economics*, (34), pp. 1061-1073.

Chakraborty, C. et Nunnenkamp, P. (2008) 'Economic Reforms, FDI, and Economic Growth in India: A Sector Level Analysis', *World Development*, 36(7), pp. 1192-1212.

CNUCED (2022a) *Investissement direct étranger dans les PMA. Tendances et politiques d'investissement depuis PMA IV et perspectives d'avenir*. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

CNUCED (2022b) *Rapport sur l'investissement dans le monde 2022. Réformes fiscales internationales et investissement durable*. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Contessi, S. et Weinberger, A. (2009) 'Foreign Direct Investment, Productivity, and Country Growth: An Overview', *Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, 91(2), pp. 61-78.

De Mello, L.R. (1997) 'Foreign direct investment in developing countries and growth: a selective survey', *Journal of Development Studies*, (34), pp. 1-34.

Demena, B.A. et van Bergeijk, P.A.G. (2017) 'A Meta-Analysis of FDI and Productivity Spillovers in Developing Countries', *Journal of Economic Surveys*, 31(2), pp. 546-571.

Gui-Diby, S.L. et Renard, M.-F. (2015) 'Foreign Direct Investment Inflows and the Industrialization of African Countries', *World Development*, 74, pp. 43-57.

Hansen, H. et Rand, J. (2006) 'On the Causal Links Between FDI and Growth in Developing Countries', *The World Economy*, 29(1), pp. 21-41.

Kiyota, K. et Urata, S. (2004) 'Exchange Rate, Exchange Rate Volatility and Foreign Direct Investment', *The World Economy*, 27, pp. 1501-1536.

Li, C. et Tanna, S. (2019) 'The impact of foreign direct investment on productivity: New evidence for developing countries', *Economic Modelling*, 80, pp. 453-466.

Lim, J.J. (2014) 'Institutional and structural determinants of investment worldwide', *Journal of Macroeconomics*, 41, pp. 160-177.

Lucas, R.E. (1990) "Why Doesn't Capital Flow from Rich to Poor Countries?", *The American Economic Review*, 80(2), pp. 92-96.

Lucas, R.E. (1993) 'On the Determinants of Direct Foreign Investment: Evidence from East and Southeast Asia', *World Development*, 21(3), pp. 391-406.

Makiela, K. et Ouattara, B. (2018) 'Foreign direct investment and economic growth: Exploring the transmission channels', *Economic Modelling*, (72), pp. 296-305.

Morrissey, O. et Udomkerdmongkol, M. (2012) 'Governance, Private Investment and Foreign Direct Investment in Developing Countries', *World Development*, 40(3), pp. 437-445.

Okey, M.K.N. (2011) 'Institutional Reforms, Private Sector, and Economic Growth in Africa', *UNU-WIDER Working Paper* [Preprint], (40).

Peres, M., Ameer, W. et Xu, H. (2018) 'The impact of institutional quality on foreign direct investment inflows: evidence for developed and developing countries', *Economic Research-Ekonomska Istraživanja*, 31(1), pp. 626-644.

Sabir, S., Rafique, A. et Abbas, K. (2019) 'Institutions and FDI: evidence from developed and developing countries', *Financial Innovation*, 5(1), p. 8.

Sadeghi, P. *et al.* (2020) 'Economic complexity, human capital, and FDI attraction: A cross country analysis', *International Economics*, 164, pp. 168-182.

SFI (2022) *Pacte du G20 avec l'Afrique. Compact Monitoring Report*. Washington, D.C. : Société financière internationale Groupe de la Banque mondiale.

Teixeira, A.A.C., Forte, R. et Assunção, S. (2017) 'Do countries' endowments of non-renewable energy resources matter for FDI attraction? A panel data analysis of 125 countries over the period 1995-2012', *International Economics*, 150, pp. 57-71.

Thompson, H. (2008) 'Economic Growth with Foreign Capital', *Review of Development Economics*, 12(4), pp. 694-701.

Wang, M. (2009) "Manufacturing FDI and economic growth: evidence from Asian economies", *Applied Economics*, 41(8), pp. 991-1002.

“Sur quoi la fondera-t-il l'économie du monde qu'il veut gouverner? Sera-ce sur le caprice de chaque particulier? Quelle confusion! Sera-ce sur la justice? Il l'ignore.”

Pascal



Created in 2003 , the **Fondation pour les études et recherches sur le développement international** aims to promote a fuller understanding of international economic development and the factors that influence it.

 **Contact**

www.ferdi.fr

contact@ferdi.fr

+33 (0)4 73 17 75 30